

PREFECTURE DU GARD

Direction des relations avec les
Collectivités locales et de l'environnement
Bureau de l'environnement
Affaire suivie par : Mme Piers
Tél : 04 66 36 43 06 – Télécopie : 04 66 36 40 64

Nîmes, le 31 juillet 2009

**Arrêté préfectoral n° 09.074N
imposant à la Société Arcelor Mittal Real Estate France
des prescriptions relatives à la remise en état, à l'entretien,
au suivi et aux servitudes du site sidérurgique de
Laudun l'Ardoise**

La sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Gard,
chargée de l'administration de l'Etat dans le département,

Vu l'article 45 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 9 novembre 2007 nommant madame Martine Laquière, sous préfète hors classe secrétaire générale de la préfecture du Gard,

Vu le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V et l'article R 512-79 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 71-131N du 9 juin 1971 autorisant la société UGINE ACIERS à exploiter une usine électrométallurgique, sise à l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 89-081N du 22 décembre 1989 autorisant la société UGINE SA à poursuivre l'exploitation de son usine de l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-046 N du 31 octobre 1997 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société USINOR pour l'exploitation de son usine d'UGINE – Groupe USINOR, site de Laudun-l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00.093N imposant la constitution de garanties financières à UGINE S.A. pour l'exploitation du crassier de stockage de laitier implanté sur le site de l'aciérie de l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-013N du 29 janvier 2001 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice d'UGINE SA ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-061N du 12 mars 2001 modifiant l'arrêté du 31 octobre 1997 ;

Vu la déclaration de changement de dénomination sociale d'UGINE en UGINE & ALZ (Groupe Arcelor) en date du 14 février 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03.126 N du 8 septembre 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société UGINE & ALZ pour l'exploitation de son usine de Laudun – l'Ardoise ;

Vu la lettre du 7 juillet 2004 par laquelle la société UGINE & ALZ notifie l'arrêt définitif d'activité de son usine de l'Ardoise le 30 juin 2004 ;

- Vu la lettre du 6 janvier 2006 par laquelle la société Bail Industrie (Groupe Arcelor) signale qu'elle se substitue à la société UGINE & ALZ pour la gestion du site de l'Ardoise ;
- Vu le changement de raison sociale de Bail Industrie en Arcelor Real Estate France puis Arcelor Mittal Real Estate France ;
- Vu la lettre du 27 avril 2009 par laquelle la société Arcelor Mittal Real Estate France confirme qu'elle endosse les obligations de l'ancien exploitant UGINE & ALZ, à l'exception des garanties financières ;
- Vu les documents relatifs à l'état environnemental du site, à sa mise en sécurité, à sa réhabilitation et à son suivi et notamment :

- Campagne de mesure de la qualité de l'air autour du site industriel de l'Ardoise (Air Languedoc-Roussillon ; mars et juin 2004) ;
- Arrêt définitif d'activité – Mise en sécurité du site (Ugine & Alz ; 17/11/2004) ;
- Evaluation des risques sanitaires par voie respiratoire pour les populations riveraines (CSD Azur ; 08/12/2004) ;
- Evaluation simplifiée des risques (CSD Azur ; 28/04/2005) ;
- Campagne complémentaire de prélèvements des 28 et 29 avril 2005 – Eléments de réflexion sur une évaluation des risques sanitaires (CSD Azur ; 22/08/2005) ;
- Prélèvements et analyses complémentaires de sols et mise à jour de l'ESR (CSD Azur ; 02/09/2005) ;
- Arrêt définitif d'activité – Mise en sécurité du site (Bail Industrie ; 13/10/2005) ;
- Diagnostic approfondi et évaluation détaillée des risques (CSD Azur ; 03/02/2006) ;
- Réponse à la lettre DRIRE du 18/10/2005 (Bail Industrie ; 06/01/2006) ;
- Mise en sécurité du site (AREF ; 28/06/2006) ;
- Surveillance des eaux souterraines (CSD Azur ; 19/05/2006, 07/06/2007, 28/08/2008) ;
- Prélèvements et analyses complémentaires de sols hors site (CSD Azur ; 08/03/2007) ;
- Mise en sécurité du site – Destruction des transformateurs PCB (AMREF ; août 2007) ;
- Contrôle des eaux résiduaires rejetées au Rhône (AMREF ; 04/09/2007 ; 28/08/2005 ; 04/09/2008) ;
- Travaux de mise en sécurité – Vidange du parc à huiles – Elimination des produits de laboratoire (AMREF ; 09/10/2008) ;
- Travaux de mise en sécurité – Elimination des paratonnerres (AMREF ; 18/11/2008) ;
- Elimination de ferraille faiblement radioactive – Rapport d'intervention MSIS (AMREF ; 18/11/2008) ;
- Nouvelle station de traitement des eaux souterraines – caractéristiques de la station et programme de contrôle du rejet au Rhône (AMREF ; 03/12/2008) ;
- Analyse hydrologique et hydraulique du site – zone du crassier (Ingérop – Ipseau ; 02/03/2009) ;
- Plans d'ensemble de réaménagement du crassier – phase avant-projet détaillé (Rouméas T.P. ; 17/03/2009) ;

- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 mai 2009 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 7 juillet 2009 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant la présence sur le site de dépôts de déchets, d'une pollution du sol et des eaux souterraines et d'équipements spécifiques à l'ancienne activité empêchant la réutilisation de certains bâtiments ;

Considérant qu'il convient de prescrire à l'exploitant les conditions de remise en état, de traitement de la pollution existante, de surveillance de l'impact du site et d'assurer l'entretien du site et de proposer les servitudes rendues nécessaires par l'état du site ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Gard ;

ARRETE

Article 1^{er} – Objet de l'arrêté

La société Arcelor Mittal Real Estate France (AMREF), dont le siège social est situé 155 rue de Verdun – 57705 Hayange, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état, l'entretien, le suivi et les servitudes du site sidérurgique exploité en dernier lieu par la société Ugine & Alz en zone industrielle de l'Ardoise, commune de Laudun l'Ardoise.

Article 2 – Remise en état

La remise en état comprend l'achèvement de la couverture du crassier et le démantèlement des équipements non susceptibles d'être réutilisés.

Article 2.1. Crassier

La remise en état du crassier doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2009.

A cet effet, l'exploitant adresse au Préfet, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier descriptif des travaux de modelage et de couverture du crassier.

Ce dossier doit porter sur les aspects suivants :

- imperméabilisation,
- stabilité,
- résistance à l'érosion,
- gestion des eaux pluviales,
- végétalisation,
- entretien.

Il doit respecter les principes définis à l'article 8.5.3.1. de l'arrêté du 31 octobre 1997 susvisé.

Dès la fin des travaux, l'exploitant adresse au préfet un plan topographique de l'état final.

Article 2.2. Démantèlement

En application de l'article L 512-17 du code de l'environnement, l'exploitant soumet au préfet avant le 1^{er} février 2010, un échéancier de démantèlement des équipements spécifiques à l'ancienne activité d'aciérie, dont la présence empêche la réutilisation des bâtiments concernés pour une nouvelle activité.

Cet échéancier ne pourra aller au-delà du 1^{er} juin 2012.

L'exploitant rend compte au préfet, à intervalles n'excédant pas **6 mois**, de l'état d'avancement des travaux. Les écarts éventuels par rapport à l'échéancier sont justifiés.

Article 3 – Gestion des eaux

La gestion des eaux comprend le pompage en nappe, le traitement de l'eau pompée, le contrôle de sa qualité et son rejet, le contrôle de la qualité de la nappe par le réseau de piézomètres et la gestion des eaux pluviales.

Article 3.1. Dépollution de la nappe

- 3.1.1. le rabattement de la nappe est réalisé par pompage continu dans le puits IMS4 à un débit compris entre 40 et 45 m³/h.
- 3.1.2. L'eau pompée ne peut être rejetée dans le bassin aval d'eaux pluviales du crassier qu'après traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

	Méthodes de mesure	Valeurs limites
PH	NFT 90 008	6,5 – 8,5
MES	NF EN 872	35 mg/l
Fer total	NFT 90017 et NFT 90112 ISO 11 885	5 mg/l
Chrome total	NF EN 1233 FDT 90 112 FDT 90 119 ISO 11885	0,5 mg/l
Chrome VI	NFT 90043 ISO 11083	0,1 mg/l

- 3.1.3. Les contrôles sont réalisés sur l'eau pompée avant et après traitement, l'échantillon après traitement étant constitué par préleveur automatique.

La fréquence des contrôles est :

- hebdomadaire pour le PH et les MES,
- mensuelle pour le fer total, le chrome total et le chrome VI (avec contrôle des échantillons hebdomadaires en cas de dépassement pour l'un des paramètres).

Les résultats des contrôles sont adressés à l'inspection des installations classées à fréquence semestrielle.

- 3.1.4. Le fonctionnement des installations de pompage et de traitement est contrôlé par télésurveillance.

Article 3.2. Surveillance de la nappe

Le contrôle de la qualité de la nappe est réalisé sur 2 puits (Puits principal Ranney et puits n° 8) et 13 piézomètres (PZ 1, 2, 3bis, 4bis, 5bis, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 19 et 20).

Les analyses semestrielles portent sur les paramètres : arsenic, chrome total, chrome VI, manganèse, hydrocarbures totaux.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception, avec les commentaires de l'exploitant sur leur évolution.

Les modalités de surveillance pourront être modifiées, après accord de l'inspection des installations classées, sur demande justifiée de l'exploitant.

Article 3.3. Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant de la zone de stockage des déchets (crassier et bassins à poussières) sont recueillies dans les bassins étanches de 18000 m³ de capacité totale.

Elles sont rejetées dans le Rhône par une canalisation de 200 mm de diamètre complétée de déversoirs pour les précipitations exceptionnelles.

Le rejet doit respecter les valeurs limites de l'article 3.1.2. Ce rejet fait l'objet d'un contrôle semestriel dont les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 4 – Surveillance générale et entretien du site

Article 4.1 – Prévention des intrusions

Le site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 m, régulièrement entretenu.

Les issues sont fermées à clé en dehors des périodes de présence humaine et surveillées en période d'ouverture.

Article 4.2. Entretien

L'exploitant assure un entretien de l'ensemble du site. Cet entretien comprend au minimum :

- le débroussaillage ;
- le fauchage ou le pâturage des zones enherbées ;
- la réparation des dommages à la couverture des déchets ;
- le curage des bassins d'eaux pluviales ;
- la réparation ou le remplacement de la géomembrane des bassins ;
- le maintien de l'intégrité des puits et piézomètres de contrôle et leur remplacement nécessaire ;
- la maintenance des installations de pompage et de traitement de l'eau de nappe.

Article 5 – Servitudes

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le dossier prévu à l'article R 515-27 du code de l'environnement en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique.

Ces documents doivent distinguer :

- d'une part la zone de stockage des déchets (crassier, bassins à poussières) et les installations annexes (stations de pompage et de traitement, bassins d'eaux pluviales, piézomètres) ;
- d'autre part le reste du site (intérieur du périmètre de l'établissement et zones extérieures affectées par l'exploitation).

Article 6 – Autres dispositions

Article 6.1. Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

Article 6.2. Inspection des installations

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 6.3. Abrogation des prescriptions antérieures

Les dispositions du présent arrêté se substituent à celles des arrêtés antérieurs qui sont abrogés.

Article 7 – Recours

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 8 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers,

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Laudun-l'Ardoise et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché pendant une durée minimum d'au moins un mois en mairie ;
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 9 – Exécution

Une copie du présent arrêté, notifié à l'exploitant, est adressée aux destinataires suivants :

- madame la secrétaire générale de la préfecture du Gard,
 - le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon,
 - le maire de la commune de Laudun l'Ardoise,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**La sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Gard,
chargée de l'administration de l'Etat dans le département,**



Martine LAQUIEZE